

L'invitée du samedi

NATHALIE HILMI

« Chacun a un rôle à jouer face au changement climatique »

Docteure en sciences économiques, Nathalie Hilmi a participé à l'écriture du rapport spécial du Giec (*) sur l'océan et la cryosphère (ensemble des masses d'eau à l'état solide sur Terre) ainsi qu'au sixième rapport d'évaluation de l'organisme. L'experte alerte sur la nécessité d'agir à tous les niveaux.

Propos recueillis par Enora Nicolas

Le réchauffement climatique peut être source d'anxiété. Les conclusions des rapports du Giec, l'actualité climatique, l'impression d'une inaction politique... Comment rester positif ?

Il faut se dire qu'à tous les niveaux, on peut faire quelque chose. Souvent, on attend des leaders politiques qu'ils prennent les décisions et appliquent ce que les scientifiques préconisent. En réalité, chacun de nous, à notre niveau dans la société civile, peut faire évoluer les choses. Refuser de consommer certains produits, limiter notre pollution plastique... Chacun a un rôle à jouer. Il y a une vraie prise de conscience, notamment chez les jeunes, plus soucieux de l'environnement et du futur de la planète que les générations précédentes. Les rapports du Giec sont conçus pour que de nombreux acteurs s'en emparent, s'approprient ses conclusions scientifiques et les utilisent. L'éducation des jeunes et des moins jeunes sur le sujet a toute son importance. Il y a urgence à agir. Alors ne baissons pas les bras.

Quel est l'impact du réchauffement climatique sur l'océan et la cryosphère ?

Le rapport spécial du Giec contient des messages alarmants. L'océan mondial s'est réchauffé sans relâche depuis 1970. À quelques exceptions près, les 200 000 glaciers présents sur la planète fondent et se rétrécissent. Comme ils réagissent lentement à la température, ils continueront de fondre pendant des siècles même si la température globale cesse d'augmenter. L'élévation du niveau de la mer est deux fois plus rapide qu'au XX^e siècle et s'accélère. Le rapport projette une augmentation de 30 à 60 cm d'ici à 2100, si la

hausse de température est limitée à moins de 2 degrés. Mais ce chiffre pourrait être beaucoup plus élevé si nous n'arrivons pas à diminuer les émissions de CO₂ de manière significative.

Il faut se rendre compte que l'océan joue un rôle primordial dans l'équilibre thermique de la planète en absorbant de la chaleur générée par le réchauffement climatique. De plus, il limite l'ampleur de ce réchauffement en stockant une très grande quantité de carbone. C'est donc la pierre angulaire de la planète, comme l'a souligné Ko Barrett, vice-présidente du Giec, lors de la publication de ce rapport en 2019.

Quelles sont les conséquences sur l'activité humaine ?

Notre monde dépend beaucoup de la mer. De nombreuses mégapoles du monde sont situées en bord de mer et, selon des données de 2010, environ 30 % des humains vivent à moins de 100 km de l'océan. L'océan et la cryosphère fournissent des ressources en nourriture mais aussi en eau et en énergie. De nombreux emplois dans la pêche et les loisirs en dépendent.

Comme le changement climatique impacte l'océan et la cryosphère, cela a forcément des conséquences sur les humains et les écosystèmes, que ce soit en termes de ressources, d'emplois, de moyens de subsistance... Il y a aussi des conséquences climatiques : impact des tempêtes accru, inondations liées à l'élévation du niveau moyen des mers... Toutes les villes côtières sont menacées car elles ont été construites en bord de mer, sans penser aux problèmes de l'érosion des côtes. Certaines zones ne seront plus habitables demain. Désormais, on constate qu'il y a des compagnies d'assurances qui refusent d'assurer ces maisons menacées.



Nathalie Hilmi est chargée de recherche en économie environnementale au Centre scientifique de Monaco.
IP3 PRESS/MAXPPP

On parle parfois de limite planétaire à ne pas dépasser concernant l'acidité des océans. Est-ce qu'elle existe réellement ?

Cette notion sert surtout à alerter sur le fait que notre système économique n'est pas viable. Il faut changer de paradigme. Les scientifiques ont défini neuf limites planétaires, c'est-à-dire des seuils à ne pas dépasser, au risque d'entraîner des conséquences irréversibles sur les écosystèmes. L'acidification des océans est, en effet, une des limites qui est en passe d'être dépassée.

Comment réussir à protéger l'océan tout en continuant à bénéficier de ses ressources ?

Cela renvoie à ce qu'on appelle l'économie bleue : toutes les activités économiques liées à l'océan. Il faut encourager leur durabilité, leur soutenabilité. Il existe de nombreuses solutions technologiques mais elles nécessitent encore beaucoup d'investissement, public mais pas seulement. Il faut réussir à faire monter en puissance le financement privé car il y a beaucoup d'argent qui peut être investi mais n'est pas encore investi au bon endroit.

Les investisseurs privés ont un rôle à jouer. Si vous avez une épargne et souhaitez la placer dans quelque chose de durable, vous pouvez faire pression sur les institutions financières pour que votre argent finance le développement durable. Il y a de plus en plus de produits financiers.

Quelles mesures principales vous paraissent urgentes à mettre en œuvre ?

La priorité est de protéger la nature. Jusque-là, elle nous a rendu service, notamment en absorbant le CO₂. Si on protège la nature, on la restaure et on la conserve, elle va continuer à jouer le rôle qu'elle joue depuis des millénaires. Alors que, par exemple, si on coupe les mangroves pour créer des ensembles touristiques, on détruit la biodiversité et, par extension, notre climat. La perte de biodiversité et le changement climatique sont étroitement liés. La protection des aires marines protégées va dans ce sens. Plusieurs pays se sont engagés à atteindre l'objectif 30/30, c'est-à-dire protéger au moins 30 % des océans de la planète d'ici à 2030. La France est un pays moteur sur ce sujet, ne serait-ce que pour héberger l'Unoc (Conférence des Nations unies sur l'océan), en juin 2025, à Nice. Mais il est important de développer une vision de long terme. Parfois, les politiques regardent trop la prochaine élection et cela retient certaines actions. Enfin, il faut continuer à promouvoir l'interdisciplinarité, à croiser les compétences de tous les domaines pour élargir l'horizon. Les solutions proposées par le Giec découlent de cette vision et le décideur politique s'y retrouve beaucoup plus.

* Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

« La priorité est de protéger la nature. Jusque-là, elle nous a rendu service, notamment en absorbant le CO₂. Si on protège la nature, on la restaure et on la conserve, elle va continuer à jouer le rôle qu'elle joue depuis des millénaires. »